

Aide et Croissance

De nouvelles données montrent que les flux d'aide axés sur la croissance ont produit des résultats

Steven Radelet, Michael Clemens et Rikhil Bhavnani

L'EFFICACITÉ de l'aide prête à controverse depuis des décennies. Parmi ses opposants les plus farouches, Milton Friedman, Peter Bauer et William Easterly y sont allés de critiques cinglantes, affirmant que l'aide a conduit à une expansion de la bureaucratie étatique, pérennisé les mauvais gouvernements et enrichi l'élite des pays pauvres, ou a tout simplement été gaspillée. Ils évoquent l'ampleur de la pauvreté en Afrique et en Asie du Sud en dépit de trente ans d'aide, et le cas des pays qui ont reçu de gros apports d'aide et ont pourtant affiché un bilan désastreux, comme la République démocratique du Congo, Haïti, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et

la Somalie. Selon eux, les programmes d'aide doivent être profondément remaniés, sensiblement réduits, ou tout simplement abolis.

Les défenseurs de l'aide réfutent ces arguments, les jugeant exagérés, quoique partiellement valides. Jeffrey Sachs, Joseph Stiglitz et Nicholas Stern, en particulier, ont soutenu que, en dépit de quelques échecs, l'aide a favorisé le recul de la pauvreté et la croissance dans certains pays et empêché la situation d'empirer dans d'autres. À leur avis, beaucoup des déficiences de l'aide sont à imputer davantage aux donateurs qu'aux bénéficiaires, d'autant plus que l'aide sert dans une large mesure à cimenter des alliances politiques, et non à financer le développement. Ils évoquent la réussite de plusieurs pays qui ont reçu de gros apports d'aide comme le Botswana, la Corée et l'Indonésie et, plus récemment, le Mozambique et la Tanzanie, ainsi que le succès d'initiatives telles que la Révolution verte, la campagne de lutte contre la cécité des rivières et l'introduction de la thérapie par réhydratation orale. Dans les 40 années écoulées depuis la généralisation de l'aide, disent-ils, les indicateurs de pauvreté ont reculé dans un grand nombre de pays, et les indicateurs de santé et d'éducation ont progressé plus rapidement que dans toute autre période de même durée de l'histoire humaine.

Cependant, tout au long de ce débat, les analystes ont ignoré un point essentiel en ne différenciant pas les formes d'aide. Dans une

Des écoliers devant un ordinateur à Abuja (Nigéria).





récente étude menée dans le cadre du Centre pour le développement mondial, nous essayons de remédier à cette lacune en explorant l'impact qu'ont sur la croissance des flux d'aide effectivement destinés à assurer l'expansion économique.

Trois grands courants de pensée

Ces 30 dernières années ont vu la naissance de trois grands courants de pensée sur la corrélation entre l'aide et la croissance.

L'aide n'a aucun effet sur la croissance et risque même de la freiner. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles l'aide ne pourrait pas favoriser la croissance. Elle peut être engloutie dans des dépenses frivoles, comme l'acquisition de limousines et de palais présidentiels, ou elle peut encourager la corruption. Elle peut amoindrir les incitations à la production dans le secteur privé, notamment en entraînant une appréciation de la monnaie qui diminue la rentabilité de la production des biens échangeables (effet connu sous le nom de «syndrome hollandais»). De même, si elle est mal gérée, l'aide alimentaire peut faire baisser les prix des produits agricoles et le revenu des agriculteurs. Les flux d'aide peuvent éventuellement affaiblir les incitations à l'épargne privée et publique. Enfin, l'aide peut maintenir les mauvais gouvernements au pouvoir, ce qui perpétue les politiques économiques inefficaces et retarde les réformes.

Cette thèse a été étayée par une série d'études empiriques, dont la plupart ont été publiées entre le début des années 70 et le milieu des années 90. Bien que ces études aient eu du poids, nombre d'entre elles sont de qualité douteuse, surtout à la lumière des normes de recherche d'aujourd'hui. Par exemple, la plupart supposent qu'il existe seulement une relation linéaire simple entre l'aide et la croissance, dans laquelle chaque nouveau dollar d'aide a exactement le même impact sur la croissance que le premier (écartant la possibilité de rendements décroissants), et font abstraction, notamment, d'une éventuelle endogénéité (l'idée qu'une croissance plus rapide pourrait attirer davantage d'aide, ou que ces deux résultats pourraient être dus à une autre cause). Une étude récente de Raghuram Rajan et d'Arvind Subramanian (2005), qui part elle aussi de l'hypothèse d'une relation linéaire simple pour la plupart de ses résultats, contraste fortement avec la majorité des études récemment consacrées à cette question, comme on le verra plus loin.

Il y a en moyenne corrélation positive entre l'aide et la croissance (mais pas dans tous les pays), quoique avec rendements décroissants. L'aide pourrait stimuler la croissance en finançant les investissements et en accroissant la productivité de la main-d'œuvre (par exemple en investissant dans la santé et l'éducation). Elle peut assurer l'apport de nouvelles technologies ou connaissances, sous forme des biens d'équipement importés ou par le biais de l'assistance technique. Plusieurs études précédentes font ressortir une corrélation positive entre l'aide et la croissance, mais un changement de cap est survenu dans cette thèse au milieu des années 90, lorsque les chercheurs ont commencé à se demander si l'aide pourrait stimuler la croissance, mais avec des rendements décroissants, c'est-à-dire que l'impact d'une unité supplémentaire d'aide diminue à mesure que le volume d'aide augmente. Curieusement, d'autant plus que la théorie et la recherche économiques reconnaissent l'importance des rendements décroissants des investissements depuis les années 50, les chercheurs s'intéressant à la relation entre l'aide et la croissance se sont bornés, jusqu'au milieu des années 90,

à tester un rapport linéaire, spécification qui est (étonnamment) conservée dans certaines études même aujourd'hui.

Bien qu'elles aient été, par comparaison, moins populaires, la plupart de ces études (dont certaines ont été publiées dans des journaux spécialisés réputés) ont conclu à une étroite corrélation entre l'aide et la croissance, comme celles de Michael Hadjimichael et de ses collègues du FMI au milieu des années 90, et de Carl-Johan Dalgaard, Henrik Hansen, Finn Tarp, Robert Lensink, Howard White *et al.*, entre 1999 et 2005. Ces ouvrages montrent généralement non pas que l'aide a toujours été efficace, mais qu'en moyenne une augmentation des flux d'aide a été associée à une croissance plus rapide.

La corrélation entre l'aide et la croissance est conditionnelle, l'aide n'accéléralant la croissance que dans certaines circonstances. Cette thèse soutient normalement que l'efficacité de l'aide dépend soit des caractéristiques du pays bénéficiaire, soit des pratiques des donateurs.

Caractéristiques des pays bénéficiaires. Des chercheurs de la Banque mondiale (Jonathan Isham, Daniel Kaufmann et Lant Pritchett) ont orienté la recherche dans cette nouvelle voie en 1995, lorsqu'ils ont constaté que les projets de la Banque mondiale affichaient un meilleur rendement dans les pays où les libertés civiques étaient mieux respectées. Après eux, Craig Burnside et David Dollar ont conclu, dans une étude qui a eu beaucoup de poids, que l'aide stimulait la croissance uniquement dans les pays appliquant de bonnes politiques. Selon d'autres chercheurs, diverses caractéristiques sont susceptibles d'influer sur la relation aide-croissance, dont la vulnérabilité aux chocs sur les échanges, le climat, la qualité des institutions, les conflits politiques et la situation géographique. Les résultats statistiques de ces études tendent toutefois à être fragiles et les recherches ultérieures ont mis en question certains d'entre eux.

Néanmoins, l'idée que l'aide est plus efficace (ou, dans sa variante plus radicale, est efficace uniquement) dans les pays ayant des politiques et institutions saines est désormais largement répandue parmi les donateurs, en partie suite à ces recherches et en partie du fait de l'expérience des spécialistes du développement eux-mêmes. L'attrait de cette approche tient à ce qu'elle peut expliquer pourquoi l'aide semble avoir favorisé la croissance dans certains pays et pas dans d'autres. Ce raisonnement a eu un impact énorme sur les donateurs, en particulier les banques multilatérales de développement, et a jeté les bases du Compte Défi du millénaire des États-Unis (Radelet, 2003).

Pratiques des donateurs. L'aide multilatérale pourrait être plus efficace que l'aide bilatérale, et l'aide non liée est dite plus productive que l'aide «liée» à des achats dans le pays donateur. Les bailleurs de fonds qui ont une bureaucratie imposante, des règles de communication de l'information contraignantes et un mauvais système de suivi et d'évaluation compromettent probablement l'efficacité de leurs propres programmes. Selon deux courants de pensée influents qui se recoupent, l'aide est plus efficace lorsque les donateurs veillent à une «internalisation» plus poussée des programmes, ou à une «participation» plus vaste à la fixation des priorités et à l'élaboration des programmes (l'internalisation donne au pays bénéficiaire une voix plus forte dans ces décisions; une participation plus vaste permet à la société civile, aux organismes confessionnels et aux organisations non gouvernementales d'avoir leur mot à dire, aux côtés du gouvernement, dans ces choix). Ces questions ont été

périodiquement débattues et ont commencé à provoquer des changements dans les pratiques des donateurs, mais peu d'études systématiques leur ont été consacrées.

Il y a aide et aide

Les chercheurs ont adopté une nouvelle perspective en explorant l'idée que toutes les formes d'aide n'ont pas le même impact sur la croissance. Ils partent ainsi du principe que la plupart des études sur la corrélation entre l'aide et la croissance sont déficientes par le fond du sujet traité et l'horizon temporel considéré. Pour ce qui est du sujet traité, la plupart des études portent sur la corrélation entre l'aide totale et la croissance, alors qu'une grande partie de l'aide n'a pas pour objectif premier d'assurer la croissance. Par exemple, l'aide alimentaire et humanitaire vise principalement à favoriser la consommation, et non la croissance, et cela est vrai également de la distribution de médicaments, de moustiquaires et de manuels scolaires. L'aide à l'appui de la démocratie ou de la réforme judiciaire n'a pas elle non plus pour principal but de stimuler la croissance. Ces importantes activités financées par l'aide contribuent à améliorer le bien-être du bénéficiaire en répondant aux besoins de consommation essentiels, en développant les institutions politiques et en améliorant la santé et l'éducation, mais il est probable qu'elles auront un effet seulement indirect, voire nul, sur la croissance. En revanche, l'aide à la construction de routes, de ponts et d'infrastructures de télécommunication ou le soutien à l'agriculture et à l'industrie visent plus directement la production et devraient accélérer la croissance. Face à la diversité des effets des différents types d'aide, il n'est pas surprenant que certaines études aient conclu à une relation tenue entre l'aide et la croissance.

Au sujet de l'horizon temporel, la plupart des chercheurs qui analysent la croissance de plusieurs pays utilisent des données de panel dans lesquelles chaque observation correspond (généralement) à une période de quatre ans, alors qu'ils examinent des flux d'aide qui ne peuvent réalistement influencer sur la croissance en si peu de temps. L'aide à l'éducation et à la santé, par exemple, peut stimuler la croissance, mais son effet mettra probablement des dizaines d'années à se faire sentir. Les chercheurs pourraient certes considérer un horizon temporel plus long, mais l'inconvénient, c'est que plus la période est longue, plus il est difficile d'isoler l'effet de l'aide (ou d'autres variables) sur la croissance. Seuls quelques chercheurs l'ont fait, et la plupart d'entre eux ont étudié le cas de pays particuliers. Par exemple, certains ont trouvé que le bien-être des ménages du Zimbabwe a été beaucoup plus amélioré par l'«aide au développement» (telle que l'aide à l'infrastructure et à la vulgarisation agricole) que par l'«aide humanitaire» (comme l'aide alimentaire et les transferts d'urgence).

Pour remédier à cette déficience, nous nous sommes penchés, dans une étude récente, sur le type d'aide qui est directement axé sur la croissance (Clemens, Radelet, and Bhavnani, 2004). Nous avons examiné les flux d'aide acheminés vers 67 pays entre 1974 et 2001 et divisé l'aide en trois catégories :

1) *L'aide pour les catastrophes, les urgences et les efforts de secours humanitaire, y compris l'aide alimentaire.* Nous observons ici une corrélation simple négative avec la croissance, puisque les catastrophes entraînent simultanément un repli de la croissance et une augmentation de l'aide. Le récent tsunami

La démarche suivie a son importance

Dans notre étude empirique, nous nous sommes attachés à : 1) assurer que le modèle de base est conforme à la théorie et à la réalité; 2) tenir compte de la possibilité d'une relation à double sens entre l'aide et la croissance; et 3) vérifier les résultats à l'aide d'une panoplie de tests de robustesse qui est large mais raisonnable.

Notre modèle s'articule autour d'une relation non linéaire entre l'aide «à effet rapide» et la croissance qui fait apparaître des rendements décroissants : chaque dollar supplémentaire d'aide a sur la croissance un impact plus faible que le précédent. Cette spécification est compatible avec la théorie et de nombreuses observations, mais elle est souvent négligée dans les études consacrées à ce sujet, dont certaines concluent à une faible corrélation entre l'aide et la croissance. Le modèle tient compte de divers autres facteurs qui influent sur la croissance, comme le niveau de revenu, la qualité des institutions, la politique commerciale, l'inflation, le déficit budgétaire, l'espérance de vie, le fait que le pays est sous les tropiques et en proie ou non à la guerre civile. Nos résultats font apparaître une étroite corrélation entre chacune de ces variables et la croissance, à l'exception du revenu initial et du déficit budgétaire.

Une corrélation positive entre l'aide et la croissance ne prouve pas l'existence d'une relation de causalité. Une plus grande quantité d'aide pourrait donner lieu à une croissance plus forte, mais l'accélération de la croissance pourrait attirer davantage d'aide, ou les deux évolutions pourraient être causées par un troisième facteur (comme un changement de gouvernement, par exemple). Pour tenir compte d'une endogénéité éventuelle, nous estimons la relation à l'aide de variables instrumentales, prenant pour instruments les variables géopolitiques et les flux d'aide passés retenus dans de précédents articles de journaux spécialisés. Mais, comme aucune stratégie de ce type n'est parfaite, nous estimons également le modèle à l'aide des moindres carrés ordinaires, avec une aide retardée d'une période de quatre ans, et obtenons essentiellement les mêmes résultats.

Ensuite, pour tester la robustesse des résultats, nous nous sommes concentrés sur les différences, et non les niveaux, avons éliminé les observations aberrantes, estimé le modèle à l'aide de la méthode généralisée des moments, tenu compte notamment de variables en nombre plus ou moins grand et considéré d'autres définitions des variables clés. Nous avons obtenu la même chose à l'issue de cette panoplie de tests, ce qui nous donne confiance dans la robustesse de nos résultats.

a compromis la croissance de Sri Lanka, et les donateurs y ont réagi par un accroissement de l'aide. Dans une régression de croissance simple, cela s'exprimerait, dans pareil cas, par une aide élevée et une croissance faible ou négative, amenant à conclure, manifestement à tort, à une corrélation tenue entre l'aide et la croissance.

2) *L'aide pouvant influencer sur la croissance, mais indirectement et à long terme.* Personne ne s'attend à ce que l'aide à la protection de l'environnement ou aux réformes démocratiques ait rapidement des effets sur la croissance, et certainement pas en quatre ans. De même, il est probable que l'impact de l'aide à la



santé et à l'éducation sur la productivité de la main-d'œuvre se fera sentir non pas immédiatement (sauf exceptions), mais au bout de nombreuses années. Dans une régression de croissance type portant sur plusieurs pays, ces observations se traduiraient vraisemblablement par une aide élevée et une croissance très faible, voire nulle, fragilisant ainsi les résultats. Comme prévu, nous observons seulement une faible corrélation positive entre cette aide «à effet tardif» et la croissance.

3) *L'aide visant plus directement à stimuler la croissance dans un délai relativement court.* L'aide à la construction d'infrastructures — routes, systèmes d'irrigation, centrales de production d'électricité et ports — devrait influencer assez rapidement sur la croissance, de même que l'aide directement acheminée vers les secteurs productifs, tels que l'agriculture, l'industrie, le commerce et les services. L'aide monétaire, par exemple le soutien au budget ou à la balance des paiements, pourrait servir à financer un large éventail d'activités, mais, par prudence, nous supposons qu'elle est axée sur la croissance (sinon, nos résultats en seraient d'autant fragilisés). Dans le cas de cette aide «à effet rapide» (qui représente à peu près la moitié des flux d'aide), il est tout à fait raisonnable, pour les décideurs, de s'attendre à une corrélation positive avec la croissance sur une période de quatre ans et, pour les chercheurs, de vérifier l'existence de cette corrélation.

Quelle est l'ampleur de l'impact de l'aide à effet rapide sur la croissance? Considérons l'observation moyenne, dans laquelle l'aide à effet rapide représente 2,7 % du PIB (soit une aide totale atteignant environ 5,4 % du PIB). Sur la base de nos estimations les plus prudentes, une augmentation égale à 1 point de pourcentage du PIB de l'aide à effet rapide ajoute 0,31 point à la croissance annuelle sur la période de quatre ans. En partant d'hypothèses plausibles au sujet des taux d'actualisation et de dépréciation (fixés à un total de 35 %), nous trouvons que chaque dollar d'aide à effet rapide procure 1,64 dollar de revenu supplémentaire en valeur actualisée nette au pays bénéficiaire. Ce rendement par pays correspond à peu près à un rendement par projet d'environ 13 %. Pour l'Afrique subsaharienne, nous constatons que, lorsqu'elle est supérieure à la moyenne, l'aide à effet rapide accroît le taux de croissance par habitant d'environ 1 point par rapport au niveau qu'il aurait atteint grâce à un niveau moyen d'aide. Cela laisse penser que, bien que la croissance en Afrique subsaharienne ait été décevante, les résultats auraient pu être pires si ce type d'aide avait fait défaut.

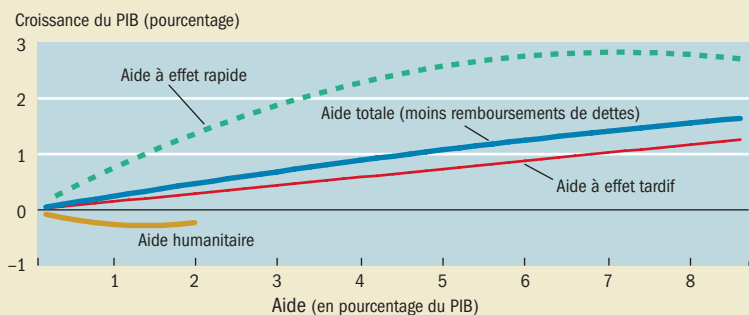
Qu'en est-il de la thèse selon laquelle l'efficacité de l'aide est à son maximum dans les pays qui ont de bonnes politiques et institutions? Pour explorer cette idée, nous avons considéré l'un des indicateurs de la qualité des institutions qui sont les plus couramment utilisés, tiré du Guide international des

L'aide «à effet rapide» stimule la croissance

Nos recherches font apparaître une étroite corrélation positive et une relation de causalité entre l'aide à effet rapide et la croissance économique. Les résultats révèlent l'existence de rendements décroissants, c'est-à-dire que plus l'aide est élevée, moins elle influe sur la croissance. L'impact estimé est près de trois fois plus grand que celui qui ressort d'autres études. Nous avons testé les résultats en utilisant des spécifications et techniques d'estimation très diverses qui tiennent compte d'autres déterminants de la croissance (endogénéité éventuelle, variables retardées et autres facteurs). Dans tous les cas, la corrélation est étroite et les résultats sont robustes. Nous estimons le modèle pour une période de quatre ans, en reprenant celui qui est utilisé dans de nombreuses études, mais nous montrons (à l'aide de variables retardées) que l'effet de l'aide s'étend aux quatre années suivantes. Rien ne nous indique que l'effet est un phénomène de courte durée et s'inverse par la suite. Les résultats ne donnent pas à penser que l'aide a été efficace partout — ce n'est certainement pas le cas —, mais que, en moyenne, une aide axée sur la croissance a eu un effet positif et significatif sur la croissance. Ils font en outre ressortir que l'impact d'une aide à effet rapide diffère sensiblement de celui d'autres types d'aide (voir graphique).

Il y a aide et aide

Certains types d'aide ont sur la croissance un effet beaucoup plus grand que d'autres, et c'est peut-être pourquoi certaines études concluent à une faible corrélation entre aide et croissance.



Aide humanitaire	Aide à effet rapide	Aide à effet tardif
Catastrophes	Transports et entreposage	Fonction publique et société civile
Urgences	Communications	Protection générale de l'environnement
Secours	Production et distribution d'énergie	Rôle de la femme dans le développement
humanitaires	Majorité des services bancaires et financiers	Santé
Aide alimentaire	Services aux entreprises et autres	Éducation
	Agriculture, sylviculture et pêche	Politique démographique
	Industrie, ressources minérales et secteur minier	Approvisionnement en eau et assainissement
	Bâtiment et travaux publics	Conduite des politiques et gestion administrative
	Aide à l'ajustement structurel	Aide aux organisations non gouvernementales
	Soutien budgétaire	Autres infrastructures et services sociaux
	Allègement de la dette	

Source : Clemens (2004).

Note : Les trois courbes sont estimées à l'aide d'un modèle similaire qui s'articule autour d'une relation non linéaire entre l'aide et la croissance (laquelle n'est guère visible dans la courbe de l'aide à effet tardif). La courbe de l'aide humanitaire s'interrompt à 2 % du PIB, car il n'y a pas de données dans notre échantillon au-delà de ce point, et le tracé d'une courbe ascendante aurait pour effet d'inclure en erreur. Bien que seul le coefficient pour l'aide à effet rapide soit statistiquement significativement différent de zéro, la corrélation plus faible révélée pour l'aide à effet tardif et l'aide humanitaire ne signifie pas nécessairement que ces flux d'aide n'ont pas d'impact sur la croissance, mais qu'il est nécessaire d'utiliser une technique de modélisation différente pour explorer ces relations (dans des études ultérieures).

risques-pays. Cet indice, qui fait apparaître une étroite corrélation avec la croissance, inclut des mesures du niveau de corruption, du degré de primauté du droit, du risque d'expropriation ou de répudiation des contrats et de la qualité de l'appareil administratif. Les faits semblent indiquer que, dans les pays dotés de meilleures institutions, la corrélation entre l'aide à effet rapide et la croissance est plus étroite. En outre, dans les pays affichant une plus grande espérance de vie (c'est-à-dire dont les habitants sont en meilleure santé), la corrélation entre aide et croissance est plus forte que dans les autres. Mais, contrairement à d'autres chercheurs, nous ne trouvons pas que l'aide est efficace seulement dans les pays dotés d'institutions solides ou jouissant d'une meilleure santé, et nos résultats ne s'articulent pas autour de cette interaction.

Y a-t-il des limites au niveau d'aide à effet rapide qu'un pays bénéficiaire moyen peut absorber? Il semble que oui, mais la croissance est à son maximum lorsque l'aide atteint 8-9 % du PIB, soit plus que le triple du niveau normalement observé. Au jugé, l'aide à effet rapide représentant en moyenne plus de la moitié de l'aide totale, il s'ensuit que la croissance atteint son niveau maximum lorsque l'aide totale se situe autour de 16-18 % du PIB du pays type. Cela ne signifie pas que l'apport à un pays donné d'une aide supérieure à ce niveau soit une mauvaise initiative. C'est tout simplement la tendance observée ces trente dernières années — certains pays peuvent en absorber plus, d'autres moins. En outre, nous constatons que la capacité d'absorption dépend dans une certaine mesure de la qualité des institutions et de l'état de santé général de la population. Dans les pays dotés d'institutions solides et affichant une plus grande espérance de vie, l'aide à effet rapide a dans tous les cas un impact plus fort, et un plus grand volume d'aide peut être absorbé avant que la croissance ne parvienne à son niveau maximum.

Les résultats donnent à croire en outre que l'aide n'est pas parfaitement fongible, au moins dans le sens que toutes les formes d'aide sont interchangeables. Si cela était vrai, les diverses sous-catégories d'aide feraient apparaître une corrélation similaire avec la croissance. Or, nous constatons que la corrélation avec la croissance varie sensiblement selon la finalité des flux d'aide. Il est plus probable que l'aide soit fongible seulement en partie, et non en totalité, comme il ressort de plusieurs études récentes.

Qu'en est-il de l'avenir?

Le profond pessimisme affiché par certains analystes à l'égard de l'efficacité de l'aide semble exagéré : nous observons une relation de causalité positive entre l'aide axée sur la croissance et la croissance. Mais nul ne doit en conclure que l'aide a toujours été efficace ou qu'elle ne peut pas l'être davantage. Il y a beaucoup de pays qui ont reçu un volume d'aide important et ont vu leur économie stagner ou faire pire, et une grande partie de l'aide a été gaspillée, volée ou utilisée au service de pays où règne une mauvaise gouvernance. Les faits laissent penser, toutefois, qu'en moyenne, l'aide axée sur la croissance a effectivement stimulé cette dernière.

Ceux qui affirment que l'aide est efficace *seulement* dans les pays dotés de bonnes institutions vont trop loin. Il serait plus exact de dire que l'aide est *plus* efficace dans les pays dotés d'institutions solides, mais peut parfois donner des résultats dans d'autres situations. L'aide a alimenté la croissance au Mo-

zambique et en Ouganda ces dix dernières années, même si les politiques et institutions de ces pays étaient loin d'être idéales, et elle a joué un rôle important dans le retour à la stabilité en Sierra Leone, après l'arrêt des hostilités. En Indonésie, l'aide a contribué à favoriser une croissance soutenue et le recul de la pauvreté sous le régime Suharto — même dans les années 70 et 80, où les institutions étaient fragiles, la corruption posait un grave problème et les politiques n'étaient pas optimales.

Nous nous empressons d'ajouter que la faible corrélation entre l'aide à effet tardif et l'aide humanitaire, d'une part, et la croissance, d'autre part, sur une période de quatre ans ne signifie pas que ces deux formes d'aide sont inefficaces. Il faut employer d'autres techniques de modélisation pour examiner ces questions, que nous étudierons ultérieurement. Bien qu'il n'y ait pas d'études comparatives systématiques sur la corrélation entre l'aide à la santé et la santé, certaines indications donnent à penser que, pour le moins en partie, ce type d'aide a été efficace. Par exemple, l'aide a beaucoup contribué au succès d'interventions de grande envergure qui ont permis notamment d'éradiquer la variole, de réduire sensiblement la prévalence de la polio et de la cécité des rivières et de diminuer l'incidence des maladies diarrhéiques (Levine *et al.*, 2004).

Enfin, les faits portent à croire que, si elles sont certes réelles, les contraintes en matière de capacité d'absorption ne doivent pas être considérées comme un obstacle insurmontable à la croissance. Bien que l'impact de l'aide sur la croissance diminue à mesure que l'aide augmente, une quantité d'aide plus grande peut être absorbée par les pays dont les institutions sont plus solides et les habitants en meilleure santé. Ces résultats semblent indiquer que les efforts déployés en vue de renforcer les institutions et le capital humain peuvent accroître le rendement de l'aide et aider les pays à absorber effectivement de plus gros volumes d'aide. Aussi les décideurs devraient-ils non pas se borner à déterminer les limites de l'impact de l'aide sur la croissance, mais à examiner comment ces limites peuvent être repoussées et comment l'aide peut contribuer encore plus efficacement à la croissance et au développement. ■

Steven Radelet est associé de recherche principal, Michael Clemens associé de recherche et Rikhil Bhavnani assistant de recherche au Centre pour le développement mondial à Washington.

Bibliographie :

- Burnside, Craig, and David Dollar, 2000, "Aid, Policies, and Growth," *American Economic Review*, Vol. 90. (September), p. 847-68.
- Clemens, Michael, Steven Radelet, and Rikhil Bhavnani, 2004, "Counting Chickens When They Hatch: the Short-Term Effect of Aid on Growth," *Center for Global Development Working Paper 44* (Washington: Center for Global Development).
- Isham, Jonathan, Daniel Kaufmann, and Lant Pritchett, 1995, "Governance and Returns on Investment: An Empirical Investigation," *World Bank Policy Research Working Paper 1550* (Washington: World Bank).
- Levine, Ruth, and the "What Works" Working Group (with Molly Kinder), 2004, *Millions Saved: Proven Success in Global Health* (Washington: Center for Global Development).
- Steven Radelet, 2003, *Challenging Foreign Aid: A Policymaker's Guide to the Millennium Challenge Account* (Washington: Center for Global Development).
- Rajan, Raghuram, and Arvind Subramanian, 2005, "Aid and Growth: What Does the Cross-Country Evidence Really Show?" *IMF Working Paper 05/127* (Washington: International Monetary Fund).